



HUMAN
RIGHTS
WATCH

« Je peux encore sentir l'odeur des morts »

La crise oubliée des droits humains en République centrafricaine

Résumé et recommandations



Le village de Gbadene, où plus de 100 maisons ont été détruites par les Séléka et les Mbarara, du 10 au 13 avril 2013.

© 2013 Human Rights Watch

A photograph of a village in Central Africa. A wide, reddish-brown dirt road leads from the foreground into the distance. On the right side of the road, there is a row of small, rectangular houses built with mud-brick. Behind the houses, there are several large, leafy trees. The sky is a pale, hazy blue. The overall scene depicts a rural, possibly conflict-affected, environment.

« Je peux encore sentir l'odeur des morts »

La crise oubliée des droits humains en République centrafricaine



Des maisons détruites dans le village de Ndanika, attaqué par la Séléka les 14 et 15 avril 2013.

© 2013 Human Rights Watch



Le 10 décembre 2012, une alliance de trois principaux groupes rebelles connue sous le nom de Séléka a lancé une campagne visant à renverser le gouvernement du Président François Bozizé de la République centrafricaine (RCA). Le 24 mars 2013, les rebelles de la Séléka ont pris le contrôle de Bangui, capitale de la RCA, ainsi que le contrôle de 15 des 16 provinces du pays. Michel Djotodia, l'un des leaders des groupes rebelles, a suspendu la constitution, et s'est installé comme président par intérim — fonction à laquelle il a ensuite été élu par un gouvernement de transition. Des élections doivent se tenir au bout de 18 mois.

La Séléka (« coalition » en Sango, la principale langue nationale) a assuré qu'elle avait pour but de libérer le pays et d'apporter la paix et la sécurité au peuple. Mais pour la plupart des Centrafricains, 2013 a été une année sombre, marquée par une violence croissante et des attaques brutales de la part de la Séléka à l'encontre de civils à Bangui et dans les provinces. Avec des pouvoirs incontrôlés, la Séléka gouverne de façon arbitraire et en totale impunité, et le gouvernement omet de donner suite à son engagement public de traduire en justice les auteurs des récentes exactions.

Les forces de la Séléka ont détruit de nombreux villages ruraux, pillé dans tout le pays et violé des femmes et des filles. Lors d'une attaque survenue à Bangui le 25 mars, des combattants de la Séléka ont violé deux sœurs, âgées respectivement de 33 et 23 ans, à leur domicile. La sœur cadette, enceinte de huit mois, a perdu son bébé le lendemain. Les survivantes de viol n'ont pas accès à des soins de santé suffisants en raison de l'insécurité et du manque de services de santé. Les civils qui ont été victimes de violence n'ont personne vers qui se tourner : l'appareil administratif civil de l'État en RCA s'est effondré. Dans la plupart des provinces il n'y a ni police ni tribunaux. De nombreux centres de soins à travers le pays ne fonctionnent pas, et dans une ville au moins un hôpital a été occupé par la Séléka ; la plupart des écoles sont fermées.

Le président par intérim Djotodia a nié que les combattants de la Séléka ont commis des exactions, et il continue d'en rejeter la faute des violences sur les partisans de Bozizé, les « faux Séléka » et les bandits — bien qu'au moins un responsable de la Séléka sur le terrain a reconnu sa responsabilité pour certaines attaques dans un entretien avec Human Rights Watch. « *C'était nous, les Séléka* », a affirmé à Human



L'église de Gbi-Gbi, détruite par la Séléka le 2 juin 2013. Les membres de la Séléka ont détruit Gbi-Gbi après que des habitants ont tué un membre de leur groupe dans le village voisin de Yangoumara. Jean-Michel Bangui, le secrétaire exécutif de la Séléka dans la région, a d'abord admis devant Human Rights Watch que la Séléka avait détruit le village sous l'empire de la colère, mais il a ensuite déclaré que ce village de 34 maisons, ainsi que l'église, avaient été brûlés involontairement suite à des balles perdues.

© 2013 Human Rights Watch

Human Rights Watch le secrétaire exécutif du commandant le plus gradé de la Séléka à Bouca, après que deux villages ont été incendiés.

Human Rights Watch a mené des recherches de terrain approfondies en République centrafricaine d'avril à juin 2013 afin d'examiner des cas individuels et d'identifier les types de violences commises par la Séléka. Ces recherches se sont surtout concentrées sur les attaques contre les civils et la destruction de biens civils. Human Rights Watch a confirmé le meurtre délibéré de plusieurs dizaines de civils — dont des femmes, des enfants et des personnes âgées — commis entre

mars et juin 2013, et a reçu des informations faisant état de centaines d'autres meurtres de la part de sources dignes de foi. Human Rights Watch a également confirmé la destruction délibérée de plus de 1000 maisons.

Les récents combats ont encore exacerbé une crise humanitaire déjà terrible en RCA, un pays sans accès à la mer et désespérément pauvre présentant des taux élevés de mortalité, de maladie et d'insécurité alimentaire. Dans les régions où s'est rendu Human Rights Watch, des milliers de villageois vivaient dans des conditions mettant leur vie en danger. Les membres de la Séléka ont volé ou détruit leurs stocks de nourriture et de semences, et il y a maintenant des pénuries alimentaires massives. Les habitants — y compris des enfants — vivent dans la brousse à proximité de leurs champs et de leurs maisons, dans des tentes faites d'arbustes et de feuilles. La plupart n'ont aucun accès à l'eau potable. Dans cette situation terrible, le peuple de la RCA ne peut compter que sur lui-même.

Les organisations humanitaires sont elles-mêmes vulnérables aux attaques de la Séléka, ce qui les empêche de



Une église détruite par la Séléka à Yangoumara le 2 juin 2013. Les forces de la Séléka ont détruit Yangoumara après que des habitants ont tué un membre de leur groupe. Jean-Michel Bangui, le secrétaire exécutif de la Séléka dans la région, a d'abord admis devant Human Rights Watch que la Séléka avait détruit le village sous l'empire de la colère, mais il a ensuite déclaré que ce village de 115 maisons, ainsi que l'église, avaient été brûlés involontairement suite à des balles perdues.

© 2013 Human Rights Watch

parvenir jusqu'aux populations affectées. Les civils se sont tournés vers la Mission de consolidation de la paix en République centrafricaine (MICOPAX), une mission régionale de maintien de la paix dirigée par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), et en particulier ses forces armées, les Forces multinationales de l'Afrique centrale (FOMAC), en quête d'une protection désespérément nécessaire. Le 19 juillet 2013, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) a adopté une décision visant à remplacer la MICOPAX par la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) et à soutenir initialement la transition politique pendant six mois.

Le gouvernement Bozizé, et en particulier la Garde présidentielle, a également été accusé d'avoir commis de graves atteintes aux droits humains, notamment dans le nord de la RCA. Human Rights Watch s'est entretenu avec d'anciens prisonniers incarcérés sous le règne de Bozizé et qui ont été récemment libérés d'un lieu de détention illégal au sein du centre de formation militaire de Bossembélé. Les prisonniers y étaient maintenus à l'isolement pendant des mois et même des années à moment donné ; ils manquaient de nourriture, d'eau et d'autres services de base ; et ils étaient torturés, ont-ils expliqué à Human Rights Watch. Ils ont également indiqué que Bozizé était présent pendant les séances de torture au centre, où il avait une villa flanquée de deux cellules fixes en béton dans lesquelles des personnes étaient enfermées jusqu'à la mort.

En 2013, toutefois, l'écrasante majorité des attaques menées contre des civils ont été commises en territoire contrôlé par la Séléka, notamment par des combattants très jeunes, peut-être des enfants soldats d'environ treize ans.



Le bureau du maire à Kaga Bando, après sa destruction par des membres de la Séléka.

© 2013 Human Rights Watch





Du matériel scolaire détruit à Bogoro par des Mbarara le 11 avril 2013.

© 2013 Human Rights Watch

EXACTIONS COMMISES PAR LA SÉLÉKA DANS LES PROVINCES

Alors que les forces de la Séléka faisaient mouvement vers Bangui depuis le nord-est, elles se sont emparées de villes importantes qui se trouvaient sur leur trajet. Dans ces villes, la Séléka a commencé immédiatement à piller les maisons de la population civile ; les personnes qui tentaient de résister étaient menacées, blessées ou tuées.

Human Rights Watch a documenté des attaques contre des villages menées par les forces de la Séléka et leurs alliés dans le nord de la RCA entre février et juin 2013. Ces recherches se sont concentrées sur un large triangle de territoire formé par les routes principales reliant Kaga Bandoro, Batangafo et Bossangoa.

Les preuves recueillies indiquent que les combattants de la Séléka ont forcé les villageois à sortir de leurs maisons afin de les piller. Certains villageois ont déclaré que les attaques avaient pour but de créer un espace pour les membres de la communauté des Mbarara — des bergers nomades qui déplacent leur bétail entre le Tchad et la République centrafricaine et se sont récemment alliés avec la Séléka.

Human Rights Watch a relevé plus de 1000 maisons détruites dans au moins 34 villages le long de ces routes. Des écoles et des églises ont également été pillées et incendiées. Les forces de la Séléka ont tué plusieurs dizaines de civils alors que ceux-ci tentaient de fuir et ont incité des communautés entières à se réfugier dans la brousse — notamment 113 familles de Maorka. « *Maintenant je dors dans les champs* », a expliqué un habitant de Maorka. « *J'ai fabriqué une petite hutte avec des feuilles pour ma femme et nos trois enfants. Je ne peux pas revenir parce que nous n'avons pas de lits ni de réserves de nourriture, et il n'y a pas de sécurité. [Les Séléka] ont pris tous nos outils agricoles, ils*



Les blessures d'un survivant ayant pu échapper aux exécutions commises au bord de la rivière Mpoko le 15 avril 2013.

© 2013 Human Rights Watch

ont pris nos houes. Nous sommes obligés d'utiliser nos mains. »

Lors d'une attaque, les forces de la Séléka, en collaboration avec un maire autoproclamé, Adoum Takaji, ont exécuté cinq hommes et tué cinq autres personnes qui tentaient de s'enfuir du village d'Ouin. Des témoins oculaires ont décrit la façon dont Takaji est allé de porte en porte dans le village, assurant les habitants effrayés qu'il n'y avait pas de danger à sortir parler aux membres de la Séléka. « *Les premiers sont sortis de chez eux, ils étaient cinq, et ils ont été regroupés sous un arbre* », a déclaré un témoin oculaire. « *Ils étaient attachés entre eux par les bras. Ils ont ensuite été abattus un par un. Takaji se tenait à 50 mètres seulement.* » Plusieurs témoins ont précisé à Human Rights Watch que l'une des

victimes n'est pas morte sur le coup et que les Séléka lui ont tranché la gorge. Plus tard, lorsque quelques habitants sont revenus au village pour enterrer les morts, les Séléka leur ont encore tiré dessus, les forçant à fuir pour se réfugier encore une fois dans la brousse. « *Je peux encore sentir l'odeur des morts* », a dit l'un d'eux.

Lors d'une autre attaque, le 19 mai, les forces de la Séléka ont tué 12 villageois qui tentaient de fuir de trois villages sur la route Bossangoa-Boguila. Selon les habitants, des membres de la communauté des Mbarara ont également attaqué des villages à proximité de Batangafo à peu près au même moment.

Les villageois qui ont choisi de ne pas quitter leurs maisons vivent dans la peur constante dans l'éventualité de nouvelles attaques de la Séléka. Ces habitants traumatisés ont confié à Human Rights Watch que lorsqu'ils entendent un véhicule approcher ils s'en vont en courant.

MATERNITE
S.M.I



Un combattant de la Séléka utilisant une
salle de maternité en guise de bureau à
l'hôpital d'Ouandago.

© 2013 Human Rights Watch

EXACTIONS COMMISES PAR LA SÉLÉKA À BANGUI

Dès que les forces de la Séléka se sont emparées de Bangui le 24 mars, elles ont commencé à s'en prendre aux civils et à piller la ville. Human Rights Watch a recueilli des témoignages dignes de foi selon lesquels des membres de la Séléka ont tué des civils le jour même où les rebelles sont entrés dans la capitale. Pratiquement tous les quartiers ont été attaqués :

- Le 27 mars, les forces de la Séléka ont tué 17 personnes non armées dans le quartier de Damala.
- Le 12 avril, un tir de roquette a fait 15 blessés, dont 13 enfants, dans le quartier de Walingba. Deux des enfants ont dû être amputés.
- Le 13 avril, les forces de la Séléka ont tué 18 personnes non armées vers le pont de Ngaragba près des quartiers d'Ouango et de Kassai, forçant certains habitants à fuir en traversant la rivière Oubangui pour se réfugier dans le pays voisin, la République démocratique du Congo. Des témoins ont affirmé avoir vu les forces de la Séléka tuer un prêtre sur le pont alors qu'il appelait au calme en brandissant une Bible. « *Trois combattants de la Séléka sont descendus de la camionnette, se sont dirigés vers lui et l'ont abattu* », a déclaré un témoin. Un autre témoin a décrit comment un combattant de la Séléka a abattu une femme qui portait un bébé sur son dos et l'a laissée pour morte dans la rue, son nouveau-né toujours attaché à elle et pleurant.
- Entre le 13 et le 14 avril, les forces de la Séléka ont attaqué le quartier de Boy-Rabe et ont tué près de 28 personnes non armées, dont trois lors d'une attaque à la roquette de la Séléka contre une église de Boy-Rabe ; 13 personnes, dont des enfants, ont été grièvement blessées.
- Le 15 avril, des membres de la Séléka ont tué l'épouse âgée de 26 ans et la fille de 18 mois d'un chauffeur de camion, dont ils convoitaient le véhicule afin de transporter des marchandises volées. Un témoin a expliqué comment les Séléka ont tué le bébé d'une balle dans la tête, avant de tuer sa mère alors qu'elle arrivait à la porte de la maison familiale. Un témoin oculaire a entendu un Séléka dire simplement à un autre : « *La tête du bébé a explosé et l'épouse a été abattue.* »
- Le 29 juin, les forces de la Séléka ont attaqué le quartier de Gobongo et tué au moins six personnes non armées.

Après s'être emparé de Bangui, la Séléka a commencé à prendre pour cible les membres de l'armée nationale, les Forces armées centrafricaines (FACA). Human Rights Watch a relevé de nombreux cas d'exécutions extrajudiciaires de membres des FACA par les Séléka. Dans le pire des incidents, survenu le 18 avril, des habitants ont découvert les corps de huit membres des FACA à 15 kilomètres de Bangui sur le pont de Sceaux. Les membres des familles de certaines des victimes ont dû aller récupérer les corps de leurs proches sur le pont.

Les forces de la Séléka ont également exécuté sommairement des hommes qu'elles soupçonnaient d'être des membres des FACA. Le 15 avril, la Séléka a exécuté cinq hommes près de la rivière Mpoko à proximité de Bangui. Human Rights Watch a reçu d'autres informations dignes de foi à propos du meurtre de membres présumés des FACA près de cette rivière.



Des combattants de la Séléka aperçus à travers le trou d'une cellule au centre de formation militaire de Bossembélé, qui permettait à des détenus d'observer des passages à tabac qui se déroulaient à l'extérieur de la cellule.

© 2013 Human Rights Watch

LA LUTTE NÉCESSAIRE CONTRE L'IMPUNITÉ

Le défaut de rendre des comptes pour les graves atteintes aux droits humains commises depuis l'indépendance en République centrafricaine a contribué à des cycles de violence renouvelés et à la dégradation des comportements habituels, menant à de nouvelles exactions. Comme l'a décrit un avocat et défenseur local des droits humains : « *Maintenant un serveur est tué après avoir donné une bière, un chauffeur de taxi est tué après avoir transporté une personne.... C'est la négation de l'existence de l'humanité.* »

Le problème du manque d'obligation de rendre des comptes est lié en partie à la faible structure de comman-

dement au sein de la Séléka et à la difficulté des officiers supérieurs à garder le contrôle de leurs troupes. Souvent, les combattants ne répondent qu'à leur commandant direct et différentes factions ne se reconnaissent pas forcément mutuellement. En avril 2013, Human Rights Watch a relevé de multiples incidents de combattants de la Séléka tuant d'autres combattants de cette coalition afin de contrôler un territoire à Bangui. Human Rights Watch a également constaté des efforts insuffisants de la part des dirigeants de la Séléka pour garantir que leurs subordonnés ne commettent pas de graves exactions ou soient punis pour les crimes commis.

Le gouvernement de transition semble incapable de discipliner les forces de la Séléka ou de rétablir l'ordre dans le pays. Toutefois, le plus grand problème découle de la réticence du gouvernement à reconnaître que les forces de la Séléka commettent des exactions et/ou à traduire en justice les responsables de ces exactions.

Le 20 mai, le Président Djotodia a mis en place une commission nationale d'enquête, composée de juges, de défenseurs des droits humains et de policiers, afin



Des combattants de la Séléka devant la villa de l'ancien Président centrafricain François Bozizé, au centre de formation militaire de Bossembélé. Le puits de béton au premier plan est l'une des deux cellules où des individus auraient été forcés à se tenir debout.

© 2013 Human Rights Watch

d'enquêter sur les crimes graves commis dans le pays depuis 2002. La commission a autorité pour examiner les crimes commis, tant sous le règne de Bozizé que depuis la prise de pouvoir par la Séléka. Toutefois, à fin juin la commission n'avait pas encore reçu les fonds ni le soutien logistique de la part du gouvernement de transition qui lui permettraient de commencer son travail.

Le ministre de la Justice s'est engagé publiquement à mener des enquêtes et engager des poursuites pour les responsables d'exactions passées et présentes. Cependant, peu de mesures ont été prises et les efforts menés ont manqué d'impartialité. Il y a eu des arrestations isolées de soi-disant faux Séléka en lien avec le récent pillage dans la capitale, mais le procureur de l'État n'a pas mené d'enquêtes ni arrêté des membres de la Séléka. Le procureur de l'État a également omis d'enquêter sur les crimes les plus graves, notamment des exécutions extrajudiciaires, les viols, le pillage et la torture. Les seuls autres cas en cours d'investigation semblent prendre pour cible des membres de l'ancien gouvernement, dont l'ancien Président Bozizé et d'autres anciens ministres.

La Séléka s'est constituée en partie à cause de la frustration relative au refus du gouvernement de Bozizé d'enquêter sur les crimes commis dans le nord-est du pays tant par des groupes rebelles que par les forces gouvernementales depuis mi-2005. Néanmoins, les forces de la Séléka commettent maintenant des exactions similaires dans une impunité quasi totale à Bangui et dans les provinces. Human Rights Watch se félicite de la mise en place d'une commission d'enquête et de l'engagement déclaré du gouvernement à lutter contre l'impunité. Mais nous sommes préoccupés par le manque de volonté politique à garantir une justice équitable et impartiale pour toutes les personnes responsables d'exactions. Les autorités judiciaires nationales doivent faire des efforts légitimes pour exiger que les auteurs de violations des droits humains rendent compte de leurs actes, notamment les membres de la Séléka, afin de garantir une justice équitable.



Le Colonel Saleh Zabadi. Les chercheurs de Human Rights Watch ont interrogé Zabadi à propos des villages attaqués et incendiés dans sa région, ce à quoi il a répondu : « *Il n'y a pas eu de villages incendiés ici. Notre territoire est calme.* » Les chercheurs de Human Rights Watch ont dénombré 53 maisons incendiées à Boubou et 46 à Zere, deux villages se trouvant dans sa zone de commandement.

© 2013 Human Rights Watch



Le maire autoproclamé de Batangafo, Adoum Takaji. Des témoins ont affirmé que Takaji avait aidé à coordonner les attaques de la Séléka le long de la route de Batangafo à Bouca entre le 10 et le 14 avril 2013 et qu'il était présent lors des meurtres de civils à Ouin le 1er mai 2013. Takaji, qui nie sa participation à ces attaques et affirme que la Séléka se trouve dans la région pour apporter une protection, dit souhaiter que les gens « *reviennent au village et reprennent le cours de leurs vies.* »

© 2013 Human Rights Watch



« Bébé Darine », tuée avec sa mère, Sandrine Poumengakola, par la Séléka à Boy-Rabe le 15 avril 2013.

© 2013 Source privée



Sandrine Poumengakola, tuée par la Séléka à Boy-Rabe le 15 avril 2013.

© 2013 Source privée



La carte d'identité de Jacques Ouillebon, tué par la Séléka à Bougone le 19 mai 2013.

© 2013 Source privée



La carte d'identité de Tiburce-Jefferson Yankois, tué par la Séléka à Boy-Rabe le 14 avril 2013.

© 2013 Source privée



Ludociv Hehine, tué par la Séléka à Damala
le 27 mars 2013.

© 2013 Source privée



Rodrigue Gbenerio, tué par la Séléka à Damala
le 27 mars 2013.

© 2013 Source privée



Raphaël Bingilego, tué par la Séléka à Damala
le 27 mars 2013.

© 2013 Source privée

Human Rights Watch a documenté la destruction de plus de 1 000 maisons par la Séléka dans le nord de la RCA. Les images satellites rassemblées en juillet 2013 confirment ces destructions généralisées. Human Rights Watch a recueilli le témoignage d'un témoin oculaire qui confirme que la Séléka ou des individus agissant avec cette coalition sont responsables de ces actes.

Toutes les images « avant » ont été prises en 2010 (date exacte inconnue).

Toutes les images « après » ont été prises le 9 juillet 2013.

Bobafio



Avant

© DigitalGlobe 2013,
Source: Bing Maps Aerial, Microsoft Corporation



Après

© Astrium 2013

Bogoro



Avant

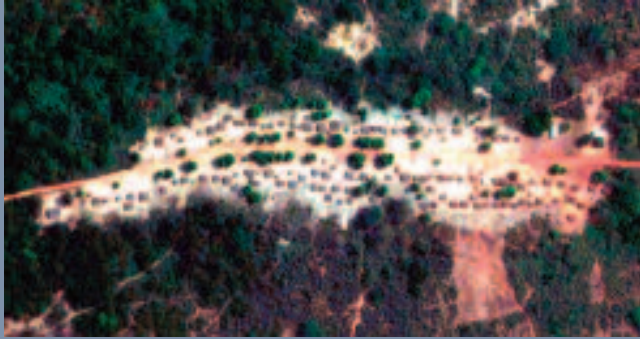
© DigitalGlobe 2013,
Source: Bing Maps Aerial, Microsoft Corporation



Après

© Astrium 2013

Gbadene II



Avant

© DigitalGlobe 2013,
Source: Bing Maps Aerial, Microsoft Corporation



Après

© Astrium 2013

Kadi



Avant

© DigitalGlobe 2013,
Source: Bing Maps Aerial, Microsoft Corporation



Après

© Astrium 2013

AU GOUVERNEMENT DE TRANSITION DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- Émettre une déclaration publique indiquant que le gouvernement ne tolérera pas les attaques contre les civils et exigera de rendre des comptes à toute personne reconnue responsable de meurtre, de viol, de pillage et autres violations graves du droit international humanitaire et des droits humains.
- Mener des enquêtes et engager des poursuites, conformément aux normes internationales d'équité, visant toutes les personnes contre lesquelles il existe des preuves de responsabilité pénale pour crimes graves, notamment celles qui sont assujetties à la responsabilité de commandement, pour leur incapacité à prévenir ou à poursuivre ces crimes.
- Enquêter sur les attaques contre les écoles, les centres médicaux et les acteurs humanitaires, et engager des poursuites ou prendre des mesures disciplinaires contre tout membre de la Séléka jugé responsable.
- Rétablir la loi et l'ordre dans les 15 provinces sous son contrôle par le déploiement d'urgence de commandants militaires provinciaux sous la direction du ministère de la Sécurité publique et du ministère de la Défense, et le déploiement des gouverneurs de province (préfets), sous la direction du ministère de l'Administration territoriale.
- Après un processus de filtrage pour exclure les individus qui ont commis des violations des droits humains, rétablir les institutions de sécurité dans le pays, notamment la police, la gendarmerie et l'armée régulière. Veiller à ce que les membres de la police, de la gendarmerie et de l'armée soient formés en matière de droits humains et de droit international humanitaire avant tout déploiement.
- S'assurer que les combattants de la Séléka jugés responsables de violations graves des droits humains ne soient pas réintégrés dans (ou autorisés à rejoindre) l'armée nationale et ne se voient pas octroyer d'autres positions officielles au sein du gouvernement.
- S'assurer que tous les policiers, les gendarmes et les soldats reçoivent un salaire régulier et suffisant, et appliquer une politique de tolérance zéro pour les pillages.
- Veiller à ce que tous les soldats soient logés dans des casernes militaires afin d'assurer qu'ils n'occupent pas les écoles ou les hôpitaux.
- Fournir à la Commission nationale d'enquête les ressources nécessaires afin de mener des enquêtes rapides, exhaustives et indépendantes sur les allégations de violations de droits humains commises par toutes les parties, notamment par les rebelles de la Séléka.
- Fournir un accès aux services de santé et autres pour les victimes de violations des droits humains, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des jeunes filles victimes de violence sexuelle.
- Accélérer la reconstruction, la réparation et la réouverture des écoles.
- Demander l'assistance financière et technique des bailleurs de fonds internationaux, et donner des garanties que toutes les mesures seront prises pour veiller à ce que les enquêtes et les poursuites nationales de crimes graves soient justes et crédibles.
- Demander l'assistance financière et technique des bailleurs de fonds internationaux dans le but de soutenir la Commission nationale d'enquête et donner des garanties que toutes les mesures seront prises pour assurer que l'enquête sera objective, transparente et efficace.
- Continuer à coopérer pleinement et donner libre accès à la Cour pénale internationale et aux autres enquêteurs sur les droits humains.

AUX FORCES DE LA SÉLÉKA

- Cesser immédiatement toutes les attaques contre les civils. Mettre en place des mesures pour dissuader, stopper et punir les personnes qui commettent des violations de droits humains et coopérer avec toutes les enquêtes et les poursuites nationales des membres de la Séléka, notamment la Commission nationale d'enquête.
- Cesser immédiatement toutes les attaques contre les acteurs humanitaires et garantir publiquement qu'ils seront autorisés à effectuer leur travail sans danger.
- Cesser tout recrutement et utilisation d'enfants soldats. Les groupes qui ont déjà conclu des plans d'action avec les Nations Unies (la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix [CPJP] et l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement [UFDR]) devraient remplir toutes les obligations en vertu de ces accords. Tous les autres groupes qui ont été cités dans le rapport annuel du Secrétaire général des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés (la CPJP, la Convention Patriotique du salut du Kodro [CPSK] et l'Union des Forces Républicaines [UFR]) devraient élaborer des plans pour répondre aux graves violations commises contre les enfants.
- Cesser immédiatement toutes les attaques contre les écoles et les centres de soins médicaux. Si ces lieux sont occupés, les évacuer immédiatement. Interdire l'utilisation de ces installations si celle-ci est en violation du droit international humanitaire, ou si elle entrave le droit à l'éducation.
- Mettre en place des mesures pour prévenir le harcèlement ou l'intimidation par les membres de la Séléka de témoins potentiels dans des enquêtes futures ou faisant partie d'une commission nationale d'enquête.

À LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC)

- Soutenir de toute urgence les efforts de paix en République centrafricaine par la mise en œuvre de la décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine du 19 juillet 2013 de protéger les civils, de rétablir la sécurité et l'ordre public, et de créer les conditions de sécurité nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire.
- Déployer des troupes supplémentaires, formées et bien équipées à travers le pays pour assurer la protection des civils.

AU CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ DE L'UNION AFRICAINE ET À LA MISCA

- Veiller à ce que la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) dispose de soutien logistique et financier pour remplir son mandat de protection des civils.
- Envisager le déploiement de troupes en provenance d'autres États membres et étendre le noyau du contingent aux pays qui ne faisaient pas initialement partie de la MICOPAX.
- Exclure les troupes de la MISCA dont la présence pourrait compromettre la neutralité perçue de la force de l'UA.

AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES

- Imposer des sanctions ciblées contre les individus, notamment les dirigeants de la Séléka, responsables de graves violations des droits humains depuis décembre 2012, comme recommandé par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.
- À la demande de l'UA, apporter un soutien total à l'UA et la CEEAC afin de faciliter la mise en œuvre du mandat de la MISCA pour protéger les civils, notamment par la fourniture du soutien financier, logistique et technique nécessaire.
- Élargir le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA) afin de permettre à la mission de surveiller, enquêter et rendre compte publiquement et au Conseil sur d'éventuels abus ou violations des droits humains ou du droit international humanitaire commises à travers le pays.
- Demander au Secrétaire général de l'ONU de déployer un groupe d'experts dans la protection des civils en République centrafricaine pour enquêter et rendre compte rapidement des besoins et des problèmes en matière de protection civile. Ce groupe devrait recommander des mesures concrètes pour faire progresser la protection des civils, garantir un accès et une assistance humanitaires sans entrave et mettre un terme à l'impunité pour les crimes graves et les violations du droit international.
- Charger le BINUCA de surveiller étroitement la quête de la justice de la part du gouvernement de la République centrafricaine afin de s'assurer que les efforts nationaux pour enquêter et poursuivre les responsables de violations sont effectués conformément aux normes internationales d'équité des procès.
- Demander à être informé par le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la mission d'établissement des faits en République centrafricaine menée en juin et juillet et couvrant les violations de droits humains commises à Bangui et dans d'autres localités depuis décembre 2012.

AU BUREAU INTÉGRÉ DES NATIONS UNIES POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (BINUCA)

- S'assurer que l'Unité chargée des droits de l'homme et de la justice au sein du bureau dispose des ressources et du personnel nécessaires pour surveiller, enquêter et rendre compte efficacement sur les violations de droits humains passées et en cours en République centrafricaine.
- Fournir une assistance à la Commission nationale d'enquête et exhorter le gouvernement de transition à mener des enquêtes et des poursuites pour toutes les personnes contre lesquelles il existe des preuves de responsabilité pénale pour crimes graves.
- Aider le gouvernement à rétablir l'État de droit en mettant l'accent sur l'indépendance et l'impartialité du système judiciaire, le traitement humain des détenus et la protection des accusés et des témoins.

AU BUREAU DU HAUT-COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME (HCDH)

- Publier un rapport intérimaire sur la situation des droits humains, notamment les conclusions de la mission d'établissement des faits du HCDH en RCA en juin-juillet, ainsi que continuer à rendre compte publiquement de toute détérioration de la situation.

AU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

- Rester saisi de la situation des droits humains en République centrafricaine et envisager une session extraordinaire au cas où la situation se détériore.
- Examiner le rapport de la mission d'établissement des faits du HCDH en République centrafricaine et envisager d'établir le mandat d'un expert indépendant chargé de fournir une assistance technique au gouvernement de transition, de surveiller et de rendre compte sur la situation des droits humains, et de rendre compte au Conseil sur l'évolution et les problèmes des droits humains.
- Encourager les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme à répondre à l'invitation permanente de se rendre en RCA lancée par le ministre centrafricain de la Justice en juin 2013.

AU PROCUREUR DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE (CPI)

- Continuer à surveiller activement les développements en République centrafricaine afin de déterminer si des crimes relevant de la compétence de la CPI sont commis.
- Rappeler à toutes les parties la compétence de la CPI et, le cas échéant, émettre des déclarations publiques évaluant la situation.
- Faire pression pour que les autorités nationales mènent des enquêtes et des poursuites sur toutes les personnes contre lesquelles il existe des preuves de responsabilité pénale pour crimes graves, notamment celles qui sont relèvent de la responsabilité de commandement, conformément aux normes internationales de procès équitable.
- Surveiller les efforts nationaux visant à poursuivre ces crimes afin de s'assurer que les procès soient équitables, crédibles et conformes aux normes internationales.
- Discuter avec les autorités nationales l'assistance internationale qui pourrait être disponible pour contribuer à la lutte contre l'impunité et identifier les domaines où les membres de la CPI peuvent avoir des connaissances pratiques à partager, comme la réalisation d'enquêtes sur les crimes complexes et assurer la protection des témoins.

AUX GOUVERNEMENTS DE LA FRANCE, DE L'UNION EUROPÉENNE, DES ÉTATS-UNIS ET AUX AUTRES BAILLEURS DE FONDS INTERNATIONAUX

- À la demande de l'UA, apporter leur plein soutien à l'UA et la CEEAC afin de faciliter la mise en œuvre du mandat de la MISCA pour protéger les civils, notamment par la fourniture du soutien financier, logistique et technique nécessaire.
- Intégrer une formation sur la protection des droits humains dans tous les programmes de réforme du secteur de sécurité et créer des mécanismes de contrôle afin de s'assurer que les combattants de la Séléka qui ont commis des violations de droits humains ne soient pas réintégrés dans l'armée nationale ou se voient octroyer d'autres positions officielles au sein du gouvernement.
- Appuyer les programmes de protection, de démobilisation et de réinsertion sociale des enfants soldats.
- Aider les autorités nationales dans leurs efforts pour restaurer l'État de droit et pour conduire des procès pour crimes graves, conformément aux normes internationales de procès équitable, notamment en procédant à une évaluation du système judiciaire national en vue d'identifier des domaines potentiels d'assistance.
- Assurer un financement humanitaire adéquat pour rétablir l'éducation.

AU GOUVERNEMENT DU TCHAD

- Étudier et publier les découvertes d'allégations d'implication tchadienne et / ou de soutien à la Séléka. Si des preuves d'implication tchadienne sont découvertes, s'assurer que cette activité cesse immédiatement.

« Je peux encore sentir l'odeur des morts »

La crise oubliée des droits humains en République centrafricaine

Le 24 mars 2013, la coalition Séléka, après avoir renversé l'ancien Président François Bozizé, s'est emparée du pouvoir en République centrafricaine (RCA), tout en exécutant illégalement des dizaines de civils. Depuis lors, la Séléka a gouverné en toute impunité ; ses membres ont attaqué et tué des civils, violé des femmes et des filles, et pillé des biens.

S'appuyant sur des recherches menées sur le terrain d'avril à juin 2013, le rapport « *Je peux encore sentir l'odeur des morts* » : *La crise oubliée des droits humains en République centrafricaine* documente la litanie de graves violations commises contre les civils par les membres de la Séléka depuis que cette coalition de groupes rebelles a pris le pouvoir, ainsi que la réponse du gouvernement de transition et des dirigeants de la Séléka. Le rapport décrit également les atteintes aux droits humains qui se sont produites sous le règne du président Bozizé dans un lieu de détention illégal au sein du centre de formation militaire de Bossembélé.

À Bangui, la capitale, les membres de la Séléka ont exécuté des individus qui ont servi dans l'armée nationale sous Bozizé, ou dont ils pensaient qu'ils étaient membres de l'armée, attaquant et pillant des quartiers. De nombreux civils non armés ont été tués lors de ces attaques, ce qui a forcé les habitants — y compris les enfants — à chercher refuge dans la brousse et sous des tentes faites d'arbustes et de feuilles. La plupart de ces civils n'ont pas accès à l'eau potable et sont confrontés à de graves pénuries alimentaires.

La prise de contrôle par la Séléka a entraîné l'effondrement de l'administration civile. Des hôpitaux et des écoles ont dû fermer leurs portes. Les organisations humanitaires opérant en dehors de la capitale sont elles-mêmes vulnérables aux attaques de la Séléka, ce qui les empêche d'accéder aux populations affectées. Le gouvernement de transition a totalement échoué à garantir la sécurité de ses citoyens, ou à prendre des mesures pour empêcher les violations de droits humains et engager des poursuites. Dans cette terrible situation, la population de la RCA a été abandonnée à elle-même, car la réponse de la communauté internationale a été minime.

Human Rights Watch appelle le gouvernement de transition à prendre de toute urgence des mesures pour s'assurer que les personnes responsables d'exécutions illégales de civils soient traduites en justice, et pour empêcher que de nouvelles exécutions soient perpétrées par les membres de la Séléka. Les dirigeants de la Séléka devraient agir immédiatement pour empêcher leurs hommes de s'en prendre aux civils et de détruire leurs maisons. Les acteurs internationaux devraient prendre des mesures, notamment en envisageant des sanctions, afin de faire pression sur la Séléka pour qu'elle exige de ses membres qu'ils rendent compte de leurs actes et pour veiller à ce que le gouvernement de transition s'emploie à empêcher de nouvelles exactions. Tout l'appui nécessaire devrait être apporté à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, la force de maintien de la paix qui a pour mandat la protection des civils dans le pays.



Un habitant du village de Ndanika, en République centrafricaine, tient une photo de son père, mort dans la brousse après avoir fui la Séléka le 14 avril 2013.

© 2013 Human Rights Watch